

**Location de vélo à assistance électrique
MAPA/CCP/2025-010**

Marché à procédure adaptée

Article L 2123-1 du CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

SOMMAIRE

Table des matières

ARTICLE 1 - OBJET ET FORME DU MARCHÉ	4
Alinéa 1.1 - Objet du marché	4
Alinéa 1.2 - Forme du marché et type d'accord-cadre	4
ARTICLE 2 - PARTIES EN PRESENCE	4
Alinéa 2.1 - Autorité contractante	4
Alinéa 2.2 - Titulaire du marché	5
Alinéa 2.3 - Comptable assignataire	5
ARTICLE 3 - PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ	5
Alinéa 3.1 - Pièces constitutives du marché	5
Alinéa 3.2 - Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché	6
3.2.1 – Clause de réexamen	6
3.2.2 – Passation de marché négocié sans publicité ni mise en concurrence	6
Alinéa 3.3 - Pièces à délivrer au Titulaire du marché	6
ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHÉ	6
ARTICLE 5 - CLAUSES TECHNIQUES	7
Alinéa 5.1 – Prestations attendues	7
Alinéa 5.2 – Caractéristiques techniques des VAE, des accessoires et EPI associés	7
Alinéa 5.3 – Mise à disposition et prise en main aux utilisateurs	8
Alinéa 5.4 – Maintenance des vélos	9
ARTICLE 6 - PRIX DU MARCHÉ	9
Alinéa 6.1 - Contenu du prix	9
Alinéa 6.2 - Prix initiaux	10
Alinéa 6.3 - Modalités de variation des prix	10
6.3.1 – Actualisation des prix	10
6.3.2 – Révision des prix	10
6.3.3 - Clause butoir	11
ARTICLE 7 - EXÉCUTION DU MARCHÉ	11
Alinéa 7.1 - Proposition de matériel amélioré	11
Alinéa 7.2 – Emission et exécution des bons de commande	11
Alinéa 7.3 – Livraison	12
7.3.1 - Modalités de livraison	12
7.3.2 - Livraisons refusées	13
7.3.3 - Emballage	13
7.3.4 - Transport	13
7.3.4 - Documents à fournir lors de la livraison	13
7.3.5 - Prolongation des délais de livraison	13
7.3.6 - Sursis de livraison	13
Alinéa 7.4 - Obligations du titulaire	14
7.4.1 - Clause de confidentialité	14
7.4.2 - Obligation de résultats	14
7.4.3 - Obligation de moyens	14

7.4.4 - Obligation de conseil	14
7.4.5 - Obligation d'information	14
7.4.6 - Assurances.....	15
7.4.7 - Sous-traitance.....	15
7.4.8 - Respect du règlement intérieur sur le site.....	15
7.4.9 - Vérification de la situation du Titulaire au regard de ses obligations sociales et fiscales	15
ARTICLE 8 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS-GARANTIE.....	16
Alinéa 8.1- Réception et vérifications de livraisons et prestations.....	16
Alinéa 8.2 - Vérifications quantitatives.....	16
Alinéa 8.3 - Vérifications qualitatives	16
Alinéa 8.4 – Décision après vérification	17
ARTICLE 9 - PENALITES.....	17
Alinéa 9.1 – Pénalités en cas de retard de livraison des vélos électriques et des accessoires associés	17
Alinéa 9.2 – Pénalités en cas de retard du délai d'intervention maintenance	17
Alinéa 9.3 – Pénalités d'indisponibilité de remise à disposition d'un vélo.....	18
Alinéa 9.4 – Pénalités en cas de retard du délai d'enlèvement du matériel à échéance du marché	18
ARTICLE 10 - RESILIATION DU MARCHE.....	18
Alinéa 10.1 - Résiliation du marché pour motif d'intérêt général.....	18
Alinéa 10.2 - Résiliation du marché du fait du titulaire	18
Alinéa 10.3 - Résiliation du marché pour faute du titulaire.....	18
Alinéa 10.4- Résiliation pour événements liés au marché	18
Alinéa 10.5- Exécution aux frais et risques du titulaire	19
ARTICLE 11 - MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHE	19
Alinéa 11.1 – Avance.....	19
Alinéa 11.2 - Retenue de garantie	19
Alinéa 11.3 - Modalités de paiement.....	19
11.3.2 - Délai de paiement.....	19
11.3.3 - Intérêts moratoires	20
Alinéa 11.4 - Nantissement	20
ARTICLE 12 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER	20
ARTICLE 13 - DIFFERENDS ET LITIGES	20
ARTICLE 14 - DEROGATION AU CCAG/FCS	21

Il est à noter que l'EPSM Georges DAUMEZON fait partie du Groupement Hospitalier Territorial du 45 dont l'hôpital pilote est le Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans, le donneur d'ordre est l'EPSM Georges DAUMEZON, le signataire est le Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans.

La convention constitutive du Groupement Hospitalier de Territoire du Loiret (GHT45) a été approuvée par l'Agence Régionale de Santé du Centre Val de Loire par arrêté en date du 30 août 2016.

ARTICLE 1 - OBJET ET FORME DU MARCHÉ

Alinéa 1.1 - Objet du marché

Le marché a pour objet la location de vélo à assistance électrique à destination des agents de l'Etablissement Public de Santé Mentale (EPSM) du Loiret Georges DAUMEZON à Fleury-les-Aubrais.

Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) a pour objet de fixer les dispositions applicables au marché, les clauses techniques et de déterminer les conditions de son exécution.

Alinéa 1.2 - Forme du marché et type d'accord-cadre

Les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales aux marchés publics de fournitures courantes et de services issu de l'arrêté du 30 mars 2021 s'appliquent au présent marché, sauf dispositions contraires expressément indiquées dans le présent CCP.

La procédure est organisée selon une procédure adaptée conformément aux articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la Commande Publique.

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commande conclu en mono titularisation en application des articles L 2125-1 et R 2162-1 à R2162-14 du Code De La Commande Publique.

Le marché est composé d'un lot unique.

La quantité minimale pour la durée du marché est de 5 et la quantité maximale de 15.

ARTICLE 2 - PARTIES EN PRESENCE

Alinéa 2.1 - Autorité contractante

Le marché est signé par le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans ou par son représentant légal au nom du GHT 45. Dans l'exécution du marché, il est représenté par le Directeur des Achats, de la Logistique et du Patrimoine du GHT 45.

Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans
14 avenue de l'hôpital
CS 86709
45062 Orléans cedex 2

Ci-après dénommé : « CHU »

pour les besoins de l'établissement suivant :

Etablissement Public de Santé Mentale Georges DAUMEZON
1 route de Chanteau - BP 62016
45402 Fleury les Aubrais

Ci-après dénommé : « EPSM »

Alinéa 2.2 - Titulaire du marché

Le titulaire du marché est le fournisseur qui conclut le marché avec le Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans représenté par son Directeur Général.

Ci-après dénommé : « le titulaire »

Alinéa 2.3 - Comptable assignataire

Comptable de la Trésorerie Hospitalière Départementale de l'EPSM G.DAUMEZON
9 avenue du Président John Kennedy
CS 30043
45077 ORLEANS CEDEX 2
02.38.24.62.00

ARTICLE 3 - PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Alinéa 3.1 - Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (AE) souscrit par le Titulaire et ses annexes, le bordereau des prix unitaires (BPU), le planning de déploiement du dispositif sur le site ;
- le présent Cahier des Clauses Particulières(CCP) dont l'exemplaire est conservé dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG/FCS) applicable aux marchés publics de fournitures Courantes et de Services (arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF le 1^{er} avril 2021) sauf stipulations contraires au présent Cahier des Clauses Particulières ;
- le mémoire technique du Titulaire;
- Les normes et décisions du GEM (Groupe d'Etude des Marchés) applicables aux fournitures, objet du marché, chaque fois qu'il en existe.

Les modalités propres au Titulaire qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'acte d'engagement, conditions générales de ventes entre autres et contradictoires avec les documents contractuels (CCP et CCAG/FCS) ne s'appliqueront pas au présent marché.

Alinéa 3.2 - Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché

3.2.1 – Clause de réexamen

Après sa conclusion, le marché pourra être modifié conformément aux articles L 2194-1 et R2194-1 et suivants du Code de la Commande Publique. Les modifications pourront porter sur une modification réglementaire sur l'obsolescence d'une référence et la nécessité de son remplacement par une nouvelle. Cette clause sera mise en œuvre sur simple décision du pouvoir adjudicateur.

3.2.2 – Passation de marché négocié sans publicité ni mise en concurrence

Le présent marché pourra être complété par la passation de marché négocié sans publicité ni mise en concurrence, conformément aux articles R 2122-3, R 2122-4 et R 2122-7 du Code de la Commande Publique.

Alinéa 3.3 - Pièces à délivrer au Titulaire du marché

Le marché est établi en un seul original conservé par le Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans qui fait parvenir un exemplaire unique copie de l'acte d'engagement au Titulaire du marché.

Le marché n'est définitif et n'engage le Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans qu'à compter de la date de réception de la notification par le Titulaire du marché.

ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHÉ

Le marché prendra effet à la date de mise à disposition des vélos électriques sur le site de l'EPSM. Cette date sera officialisée par un document attestant la date de mise en œuvre du service signé des 2 parties (ex : PV de réception).

Cette date indiquera le début d'exécution des prestations pour une durée d'un (1) an. A l'issue de cette période, le marché peut être reconduit tacitement trois (3) fois pour une durée chacune d'un (1) an.

La durée totale du marché, période(s) de reconduction incluse(s), ne pourra excéder quatre (4) ans.

La date prévisionnelle de mise en place des prestations est fixée au 26 novembre 2025.

La notification consiste en une remise au Titulaire de la copie de l'acte d'engagement signé par le Directeur Général du CHU. Cette transmission est effectuée via le profil acheteur de l'EPSM. Le Titulaire doit impérativement transmettre une adresse électronique valide pendant toute la durée du marché et s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir le service acheteur dans les plus brefs délais.

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant pourra prendre la décision de ne pas reconduire le marché par lettre recommandée avec accusé de réception trois mois avant chaque date anniversaire du marché. Le Titulaire ne percevra aucune indemnité.

En application de l'article R 2112-4 du Code De La Commande Publique le Titulaire ne pourra refuser la reconduction du marché.

Conformément à l'article R2185-1 du Code de la Commande publique, le pouvoir adjudicateur peut à tout moment

mettre fin à la procédure et la déclarer sans suite pour des motifs d'intérêt général.

ARTICLE 5 – CLAUSES TECHNIQUES

Alinéa 5.1 – Prestations attendues

La prestation de location des vélos à assistance électrique (VAE) comprend :

- La fourniture de vélos à assistance électrique incluant le transport, le déchargement, le tri et l'évacuation des emballages, la finalisation du montage des vélos, le test de roulage/freinage pour validation.
- La fourniture des accessoires.
- La fourniture des EPI.
- La formation de prise en main aux utilisateurs.
- La maintenance préventive et curative.
- L'assurance casse/vol/rapatriement.
- Le suivi de l'utilisation du vélo avec un outil de gestion de la flotte : l'offre doit présenter les modalités de suivi de l'utilisation concrète du vélo (nombre de Km parcourus, suivi des interventions de maintenance préventives et curatives...).
- La reprise du matériel en fin de période de validité du marché.

La quantité minimale de vélos pour la durée du marché est de 5 et la quantité maximale est de 15.

Les vélos mis à disposition restent la propriété du titulaire.

L'ensemble des vélos en location seront restitués à l'issue de la période de validité du marché.

Alinéa 5.2 – Caractéristiques techniques des VAE, des accessoires et EPI associés

Pour l'ensemble de la flotte, il est attendu une seule référence de VAE.

Les vélos et leurs équipements devront être conformes aux normes en vigueur ainsi qu'à l'usage qui en sera fait dans le cadre de la location.

Le vélo doit être doté de l'ensemble des équipements obligatoires au regard de la réglementation en vigueur.

Le vélo devra être monté et réglé, les accessoires seront installés sur les vélos.

Les EPI fournis doivent être conformes à la réglementation en vigueur et adaptés à la morphologie de l'utilisateur. L'offre de base devra à minima proposer les EPI suivants : casque et gilet rétro réfléchissant homologués marquage CE.

Le Titulaire délivrera la notice d'utilisation de l'écran LCD.

Les autres EPI et accessoires inclus dans le coût de la location doivent être clairement identifiés dans le mémoire technique.

La durée de location proposée en offre de base est de **48** mois.

Les vélos ainsi que les accessoires devront répondre au minimum aux caractéristiques ci-dessous :

Caractéristiques minimales souhaitées	
CARACTERISTIQUES TECHNIQUES GENERALES	
Marque	Non imposée
Type	VTC polyvalent - Cadre ouvert
Taille du vélo	Le vélo doit être adapté au plus grand nombre. Il doit être réglable pour s'adapter aux personnes mesurant entre 1.50 m et 1.90 m
Roues	Équipés de pneus anti-crevaison
Cadre	Cadre mixte homme et femme
Dérailleur	Dérailleur à vitesses intégrées de type NEXUS ou équivalent.
Guidon	Potence ajustable
Fourche	Fourche suspendue ou rigide
Freins	Freins AV et AR
Carter de chaîne	Oui
Selle	Réglable hauteur et inclinaison Selle de type « confort » + antivol selle
Poignées	Ergonomiques
CARACTERISTIQUES TECHNIQUES ELECTRIQUES	
Localisation moteur	Non imposée
Batterie	
Type	Lithium-ion Batterie sous clé avec verrou Amovible sur porte bagage ou cadre, permettant à l'utilisateur de la retirer pour la charger sur secteur ou la conserver chez lui
Chargeur	Externe et amovible permettant un rechargement sur secteur Capacité de la batterie : 500 Watt-heure minimum
Assistance au pédalage	3 niveaux d'assistance minimum
Panneau de commande	
Position	Sur le guidon
Type	Basique et écran LCD
Caractéristiques	Il doit permettre d'allumer et d'éteindre le moteur, indiquer le niveau de la batterie, de sélectionner le niveau d'assistance et le nombre de km journalier et total.
PARTIE ACCESSOIRES	
Garde-boue	AV et AR fixes
Béquille	Centrale ou latérale
Sonnette	Oui sur le guidon
Antivol	2 antivols, un pour bloquer la roue arrière et un autre afin de sécuriser le vélo à point fixe
Eclairage	AV et AR, de qualité pour un usage quotidien + catadioptrés
Accessoires du vélo	Porte bagage
PARTIE ANNEXES	
Habillage	Habillage identique pour tous les vélos

Alinéa 5.3 – Mise à disposition et prise en main aux utilisateurs

L'acheminement des vélos sur le site de l'EPSM est à la charge du prestataire.

Une formation à la prise en main devra être dispensée aux agents dans le respect des engagements stipulés dans son offre.

La mise à disposition inclut :

- La remise des vélos, incluant l'état des lieux de départ avec l'agent et le responsable du garage.
- L'aide à la prise en main aux agents en début de location avec un test du vélo. Cela inclut la présentation du fonctionnement du vélo, les consignes pour un bon usage du vélo.
- Le réglage adapté à la morphologie (selle, guidon).

Cette prestation se déroulera, en intérieur, sur le site de l'EPSM.

Alinéa 5.4 – Maintenance des vélos

Le Titulaire du marché aura la charge de maintenir le parc de vélo dans un parfait état de fonctionnement et de sécurité.

A ce titre, il devra assurer :

- La maintenance préventive des vélos sur le site de l'EPSM,
- La maintenance curative,
- L'évacuation, à la fin de chaque intervention, de toutes les matières résiduelles provenant de son activité.

Le prix des prestations devra comprendre à la fois les pièces et la main d'œuvre nécessaires à l'entretien des vélos.

Le Titulaire devra disposer à tout moment d'un stock de pièces détachées usuelles suffisant pour exécuter ces prestations. Le stock de pièces détachées est constitué par le titulaire et lui appartient : il veille à réapprovisionner son stock de manière à garantir la disponibilité des vélos. A l'issue, il en conserve la propriété.

Toutes les opérations de maintenance devront être indiquées sur un outil de gestion de la flotte.

Le Titulaire précisera dans son offre, les modalités de prise en charge des maintenances préventives et curatives (incluant le délai d'intervention).

Si à l'issue de l'intervention, la remise en état n'a pu avoir lieu par le titulaire, ce dernier s'engage à fournir sans délai pendant la période d'immobilisation, un vélo de qualité équivalente ou supérieure à celle proposée dans l'offre du titulaire.

L'ensemble du parc vélo loué devra être couvert par l'assurance du titulaire (casse/vol/rapatriement) dans le cadre de la location. L'offre devra préciser la couverture de l'assurance proposée.

ARTICLE 6 - PRIX DU MARCHÉ

Alinéa 6.1 - Contenu du prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les fournitures et prestations, objet du présent marché.

- ✓ Ils comprennent l'ensemble des frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que les frais de manutention jusque dans

les services de l'EPSM et toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des fournitures et des prestations (notice utilisation de l'écran LCD).

- ✓ Ils incluent également les marges pour risques et les marges bénéficiaires.
- ✓ Le prix inclut également toutes les prestations relatives à la reprise du matériel en fin de contrat (démontage, conditionnement, transport...).
- ✓ Le prix comprend également toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations : la fourniture des équipements de protection individuelle, des accessoires au bon usage,
- ✓ La maintenance préventive et curative (frais de déplacement et d'hébergement inclus) la formation de prise en main (frais de déplacement et d'hébergement inclus), le remplacement de vélos défectueux de manière temporaire en cas de réparation ou définitive si le vélo n'est pas réparable.
- ✓ De manière générale, tous les coûts associés aux prestations décrites au présent CCP sont inclus dans le prix inscrit au bordereau des prix unitaires (BPU).

Alinéa 6.2 - Prix initiaux

Le marché est conclu à prix unitaire conformément au bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement. Ils seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

Alinéa 6.3 - Modalités de variation des prix

6.3.1 – Actualisation des prix

Les prix du présent marché sont fermes actualisables.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de dépôt de l'offre. Ce mois est appelé « mois zéro » (Mo).

Les prix seront actualisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations.

L'actualisation est effectuée par application du tarif du candidat.

Le Titulaire adressera un nouveau bordereau des prix unitaires à l'EPSM par écrit (Lettre recommandée avec Accusé de Réception).

6.3.2 – Révision des prix

- ➔ **Pour les bons de commande émis la première année d'exécution du marché**, le prix unitaire sera ferme. Le prix est celui figurant sur le catalogue du prestataire applicable à l'ensemble de sa clientèle affectés du taux de remise contractuel tel que stipulé dans l'offre du titulaire. Ce taux de remise consenti est le taux de remise minimal pour la durée du marché.
Ce coût sera ferme pendant les 48 mois de location (ou de la durée de location proposée par le candidat et retenue par le pouvoir adjudicateur).
- ➔ **Pour les commandes conclues au cours de la deuxième année d'exécution du marché**, le prix unitaire sera révisable. Le coût unitaire sera déterminé par application du taux de remise minimal consenti sur les prix catalogue du prestataire.
Ce coût sera ferme pendant les 36 mois de location (ou de la durée de location proposée par le candidat et retenue par le pouvoir adjudicateur).

- ➔ **Pour les commandes conclues au cours de la troisième année d'exécution du marché**, le prix unitaire sera révisable. Le coût unitaire sera déterminé par application du taux de remise minimal consenti sur les prix catalogue du prestataire.
Ce coût sera ferme pendant les 24 mois de location (ou de la durée de location proposée par le candidat et retenue par le pouvoir adjudicateur).
- ➔ **Pour les commandes conclues au cours de la quatrième et dernière année d'exécution du marché**, le prix unitaire sera révisable. Le coût unitaire sera déterminé par application du taux de remise minimal consenti sur les prix catalogue du prestataire.
Ce coût sera ferme pendant les 12 mois de location (ou de la durée de location proposée par le candidat et retenue par le pouvoir adjudicateur).

Le titulaire du marché s'engage à notifier ses nouveaux tarifs 2 mois avant chaque date anniversaire du marché.

A défaut de transmission dans les délais, le marché s'exécutera dans les mêmes conditions financières que celles existantes avant la date prévue pour l'ajustement et sans que le titulaire ne puisse formuler aucune réclamation.

6.3.3 - Clause butoir

L'évolution du prix (remise déduite) ne pourra pas excéder 4% l'an.

ARTICLE 7 - EXÉCUTION DU MARCHÉ

Alinéa 7.1 - Proposition de matériel amélioré

Entre la date de notification du marché et la date de livraison, le titulaire est tenu de proposer à l'EPSM toute modification ou transformation apportant une amélioration du ou des produits retenus, au prix conclu au titre du présent marché.

L'EPSM reste libre d'accepter ou non cette proposition. En cas d'acceptation, une modification du marché sera conclue entre les deux parties.

Alinéa 7.2 – Emission et exécution des bons de commande

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins de l'EPSM, par émission d'un bon de commande signé de la personne habilitée ou son représentant, ou, en cas d'urgence, sur ordre téléphonique immédiatement confirmé par un bon écrit.

Le bon de commande précise :

- la référence au marché ;
- la désignation de la fourniture ;
- la quantité commandée ;
- le prix d'engagement correspondant au prix marché
- le lieu et la date (ou délai) de livraison ;
- l'adresse de facturation.

Toute fourniture livrée en dehors d'un bon de commande régulier demeure à la charge personnelle du Titulaire, sans recours possible contre l'EPSM qui ne répond ni de la conservation ni de la restitution de la fourniture.

La date de fin d'exécution du marché sera identique quelque soit la date d'émission du bon de commande.

Alinéa 7.3 – Livraison

7.3.1 - Modalités de livraison

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

La date de livraison est fixée par le bon de commande conformément aux délais de livraison sur lesquels le Titulaire du marché s'est engagé expressément dans son offre.

Le candidat s'attachera à respecter le délai contractuel inscrit sur les bons de commande. Les délais indiqués dans le bon de commande ne peuvent être modulés en raison d'un chargement insuffisant. Autrement dit, les demandeurs ne doivent pas être tributaire d'un transport à minima décidé par le titulaire pour débiter toute livraison.

Les fournitures seront à livrer à l'adresse suivante :

EPSM Georges DAUMEZON
Service Garage
1 route de Chateau
45400 Fleury les Aubrais

Le Titulaire devra contacter au préalable le Service Garage afin de définir d'une date de livraison.

Le Titulaire devra prévenir le Service Garage 48h avant d'effectuer la livraison.

Les coordonnées du Service Garage :

Responsable - 02.38.60.71.33 ou 06.03.42.57.03

La livraison se fera obligatoirement aux horaires suivants : du lundi au vendredi de 8h à 16h (jours fériés sont exclus). Toutes les livraisons effectuées en dehors de ces tranches horaires ne seront pas acceptées et le délai de livraison continuera de s'appliquer.

Il doit être établi un bon de livraison distinct pour chaque bon de commande comportant la date d'expédition, l'identification du Titulaire, les quantités et la désignation des produits livrés ainsi que le numéro de commande. Ce bon pourra éventuellement mentionner les produits qui restent à livrer.

Le Titulaire devra avoir un matériel adéquat en fonction du volume à décharger (hayon, transpalette).

Le déchargement de la marchandise est fait par le transporteur, jusqu'au lieu de livraison désigné sur le bon de commande.

Le Titulaire doit, lors des livraisons, se conformer aux consignes en vigueur dans l'établissement et le service réceptionnaire et permettre la visite des véhicules servant à la livraison tant à l'entrée qu'à la sortie de l'établissement.

Lorsque le titulaire ne peut honorer une commande dans sa totalité, il doit en informer l'EPSM.

En aucun cas, la substitution des produits ne sera acceptée sans accord préalable d'un représentant susmentionné.

7.3.2 - Livraisons refusées

Toute livraison non conforme à la commande pourra être refusée.

Les équipements et accessoires livrés devront être irréprochables.

Les fournitures refusées devront être reprises, aux frais du fournisseur, le jour même, port et emballage à sa charge.

7.3.3 - Emballage

En application de l'article 20.2.2 du CCAG/FCS, les emballages restent la propriété du Titulaire.

7.3.4 - Transport

- Frais de transport

Les fournitures sont livrées à destination franco de port. Le Titulaire est responsable du mode de transport de ses produits dans les conditions prévues à l'article 10.1.3 du CCAG/FCS.

- Risques inhérents au transport

En application de l'article 20.3 du CCAG/FCS, les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage incombent au Titulaire.

Le Titulaire ne pourra invoquer la responsabilité de(s) entreprise(s) chargée(s) de la livraison pour dégager sa propre responsabilité, en particulier en cas de dégradation des équipements et des accessoires due à des conditions de transport ne respectant pas les précautions nécessaires aux fournitures objets de la consultation.

7.3.4 - Documents à fournir lors de la livraison

Chaque livraison sera accompagnée d'un bon de livraison portant le numéro et la date du bon de commande, l'identification des prestations exécutées et d'une manière générale, tous renseignements utiles.

7.3.5 - Prolongation des délais de livraison

En cas de circonstances exceptionnelles, et en application de l'article 13.3 du CCAG/FCS, le titulaire peut demander une prolongation du délai de livraison.

Cette demande sera adressée au pouvoir adjudicateur avant l'expiration du délai d'exécution.

Le titulaire peut transmettre sa demande par mail ou par envoi en recommandé avec accusé de réception. Elle indiquera la durée du retard lorsque celle-ci sera déterminée avec précision, ainsi que les causes de force majeure qui empêchent l'exécution de la prestation.

Le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire sa décision par écrit par mail avec accusé de réception.

7.3.6 - Sursis de livraison

Un sursis de livraison peut être accordé, par le pouvoir adjudicateur, au Titulaire du marché conformément

à l'article 21.5 du CCAG/FCS.

Alinéa 7.4 - Obligations du titulaire

7.4.1 - Clause de confidentialité

Dans le cadre du présent marché, toute personne intervenant sur le site de l'EPSM est soumise au secret, conformément aux dispositions de l'article L. 1110-4 alinéa 2 du code de la santé publique. Ce secret couvre toutes les informations confidentielles ou non, confiées ou constatées, se rapportant au patient lui-même ou à des tiers (famille, proches du malade ...) que leur révélation soit potentiellement nuisible ou pas.

7.4.2 - Obligation de résultats

Le titulaire sera soumis à une obligation de résultat pendant la durée d'exécution du présent marché, notamment au titre du respect de la qualité, des délais et des calendriers stipulés au marché ou sur les bons de commande, sauf mention expresse de leur caractère « indicatif ».

Le titulaire sera toujours soumis à une obligation de résultat dans tous les cas où le marché le stipulera ou sanctionnera l'exécution d'une obligation par une pénalité.

7.4.3 - Obligation de moyens

Le Titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations de maintenance. Il est soumis à une obligation de moyens. Le Titulaire s'engage à apporter tout le soin raisonnablement possible à l'exécution des prestations, et à les réaliser conformément aux spécifications du marché et des bons de commande, en termes de livrables, plannings et engagement de compétences.

En cas d'indisponibilité du matériel ou d'irréparabilité le titulaire s'engage à fournir un nouveau vélo de qualité identique ou supérieure sans délai. Dans le cas contraire, les pénalités de retard prévues à l'article 9.1 du présent document s'appliqueront.

7.4.4 - Obligation de conseil

Le titulaire du marché apportera tout le soin et toute la diligence nécessaire à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché.

Il est tenu par une obligation générale de conseil, notamment d'information et de recommandation à l'égard de l'EPSM dans le domaine faisant l'objet du marché.

A ce titre, le prestataire doit fournir spontanément à l'EPSM l'ensemble des conseils, des mises en garde et recommandations nécessaires, notamment en termes de qualité de service, de continuité d'exploitation.

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, de dysfonctionnements au titre de ses prestations.

Dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas respecté cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

7.4.5 - Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'EPSM tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

L'EPSM s'engage à collaborer avec le Titulaire tout au long de l'exécution de l'accord-cadre.

Toute modification apportée dans la forme juridique du Titulaire devra être notifiée à l'EPSM par lettre recommandée avec accusé de réception. L'information devra être accompagnée des documents justifiant

les modifications intervenues, et leurs éventuelles conséquences pour le pouvoir adjudicateur, notamment sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le Titulaire doit informer sans délai le pouvoir adjudicateur de toute modification liée à son personnel affecté à l'exécution de l'accord-cadre, à sa raison sociale ou à sa dénomination, ses coordonnées, au montant de son capital social. De manière générale, le Titulaire est tenu de notifier sans délai à l'EPSM les modifications survenant en cours d'exécution. En cas de manquement, l'EPSM ne saurait être tenu responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Dans l'hypothèse où le Titulaire n'aurait pas respecté cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

7.4.6 - Assurances

Le titulaire devra justifier dans un délai de 15 jours, à compter de la notification du présent marché, d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, conformément aux articles R 321-1 et suivants, du Code des Assurances, garantissant sa responsabilité civile au titre de ce marché.

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'EPSM en cas d'inexécution.

Le Titulaire est responsable des dommages que l'exécution des prestations engendre : à son personnel, aux agents hospitaliers ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'EPSM ou à des tiers.

Le Titulaire s'engage à informer expressément l'EPSM de toute modification de son contrat d'assurance.

7.4.7 - Sous-traitance

En aucun cas le Titulaire du marché ne pourra sous-traiter à d'autres entreprises les prestations faisant l'objet du présent marché, sans avoir au préalable obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Le Titulaire du marché, en cas de sous-traitance, demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations du marché.

7.4.8 - Respect du règlement intérieur sur le site

Le Titulaire se conformera impérativement au règlement intérieur de l'EPSM.

Ce règlement sera fourni sur demande du Titulaire.

Il devra veiller à la sécurité des patients et des professionnels notamment les outils utilisés et/ou équipements ne doivent pas être laissés sans surveillance.

7.4.9 - Vérification de la situation du Titulaire au regard de ses obligations sociales et fiscales

L'ensemble des pièces mentionnées aux articles D. 8222-5, D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, ainsi que celle définie par l'article D. 8254-2 ou D. 8254-5 du même code sont à produire tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du contrat.

Pour les marchés d'une valeur égale ou supérieure à 5 000 € HT, le candidat retenu doit aussi respecter les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant une attestation de vigilance. Les mêmes obligations s'imposent aux contrats de sous-traitance d'au moins 5 000 € HT, c'est-à-dire que

le titulaire d'un marché public doit fournir les pièces prouvant que son sous-traitant respecte lui aussi ses obligations.

ARTICLE 8 – CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS-GARANTIE

Alinéa 8.1- Réception et vérifications de livraisons et prestations

Les fournitures et prestations seront réceptionnées, reconnues, vérifiées à la livraison, par le service Garage de l'EPSM ou son représentant.

En application de l'article 27 du CCAG-FCS les prestations faisant l'objet du marché seront soumises à des vérifications qualitatives et quantitatives destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marchés. Les fournitures et prestations seront réceptionnées, reconnues, vérifiées à la livraison, par le Service Garage de l'EPSM ou son représentant.

Le Titulaire est tenu d'être présent au moment de la livraison ou de se faire représenter par un mandataire.

L'absence du fournisseur ou de son représentant ne pourra retarder l'emploi des fournitures ; dans ce cas, les quantités ou qualités constatées par l'EPSM feront foi en toutes circonstances.

Il est délivré au Titulaire, s'il en fait la demande au moment de la réception, un récépissé provisoire, signé au directeur de l'établissement ou de son représentant, ce récépissé ne préjugant pas de l'acceptation définitive de la fourniture livrée.

La signature de l'agent réceptionnaire ou l'établissement d'un récépissé atteste exclusivement de l'entrée des marchandises en magasin. Seuls les services de contrôle du Garage de l'EPSM sont habilités à décider de l'acceptation qualitative et quantitative des fournitures. Les fournitures livrées doivent être conformes aux bons de commande et aux impératifs de qualité fixés par le marché.

Alinéa 8.2 - Vérifications quantitatives

Ces opérations de vérification sont effectuées lors de la livraison des fournitures dans les conditions prévues aux articles 29 et suivants du CCAG/FCS.

Elles consistent à vérifier la conformité entre la quantité définie au marché ou sur le bon de commande et celle portée sur le bon de livraison ainsi que celle effectivement livrée.

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la commande, le pouvoir adjudicateur ou son représentant peut mettre le Titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison sans délai.

En cas de non- conformité entre la quantité livrée et le bordereau de livraison, ledit bordereau et son duplicata seront rectifiés, sous la signature des deux parties ou de leur représentant.

Alinéa 8.3 - Vérifications qualitatives

A l'issue des opérations de vérifications quantitatives, le directeur de l'établissement ou son représentant prend une décision d'amission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

Ces vérifications ont pour but de vérifier conformément au CCAG-FCS la conformité aux conditions du

marché, au bon de commande émis.

Elles sont effectuées dans les locaux de l'EPSM par les agents désignés à cet effet.

Le pouvoir adjudicateur s'assure que les fournitures remplissent les conditions du marché.

Le fournisseur peut être convoqué à ces vérifications et s'y faire entendre. La réception n'est définitive qu'après achèvement complet des vérifications en quantité et qualité.

Si les fournitures ne sont pas conformes aux impératifs de qualité fixés par le marché, elles seront refusées et devront être remplacées dans un délai de 5 jours ouvrables par le titulaire.

Le Titulaire ne pourra invoquer la responsabilité de(s) entreprise(s) chargée(s) de la livraison pour dégager sa propre responsabilité, en particulier en cas de détérioration du produit due à des conditions de transport ne respectant pas les précautions nécessaires aux produits objets de la consultation.

Alinéa 8.4 – Décision après vérification

Les décisions après les vérifications quantitatives et qualitatives sont prises conformément aux dispositions des articles 29.1, 29.2 et 30 du CCAG-FCS.

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS par le pouvoir adjudicateur ou par toute autre personne qui aura été désignée à cet effet.

ARTICLE 9 – PENALITES

Par dérogation aux articles 14 et 16.2.3 du CCAG FCS, les pénalités sont décrites comme suit :

- Les pénalités s'appliquent dès le premier euro ;
- Les pénalités sont appliquées par simple constat et sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable ;
- Les pénalités sont établies hors taxes ;
- Les pénalités sont cumulables entre elles ;
- Le montant total des pénalités peut être supérieur à 10% du montant total HT du bon de commande et du marché.

Alinéa 9.1 – Pénalités en cas de retard de livraison des vélos électriques et des accessoires associés

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le Titulaire du marché encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 15 € par jour de retard, en cas de non-respect du délai de livraison des vélos électriques et des accessoires associés précisé dans son offre.

Ces pénalités concernent les seules prestations exécutées. Elles seront appliquées d'office sur la facture litigieuse correspondante.

Alinéa 9.2 – Pénalités en cas de retard du délai d'intervention maintenance

Le Titulaire du marché encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités en cas de retard dans le

délai d'intervention sur lequel s'est engagé le Titulaire au titre de la maintenance des vélos électrique. Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le montant forfaitaire de la pénalité s'élève à 20 € par jour de retard.

Ces pénalités concernent les seules prestations exécutées. Elles seront appliquées d'office sur la facture litigieuse correspondante.

Alinéa 9.3 – Pénalités d'indisponibilité de remise à disposition d'un vélo

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, le Titulaire du marché encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 20 € par jour de retard en cas de non-respect du délai de remise à disposition d'un vélo de qualité équivalente ou supérieure tel que précisé à l'article 5.2.

Alinéa 9.4 – Pénalités en cas de retard du délai d'enlèvement du matériel à échéance du marché

Le Titulaire du marché encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités en cas de retard dans le délai d'enlèvement du matériel à échéance du marché sur lequel s'est engagé le Titulaire. Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le montant forfaitaire de la pénalité s'élève à 15 € par jour de retard.

ARTICLE 10 - RESILIATION DU MARCHE

Alinéa 10.1 - Résiliation du marché pour motif d'intérêt général

L'EPSM peut mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général conformément à l'article 42 du CCAG/FCS.

Alinéa 10.2 - Résiliation du marché du fait du titulaire

La résiliation du marché peut intervenir dans les conditions prévues aux articles 40 du CCAG/FCS. Dans les cas de résiliation pour événements extérieurs au marché, la résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité pour le titulaire.

Alinéa 10.3 - Résiliation du marché pour faute du titulaire

L'EPSM peut résilier le marché pour faute du titulaire selon les modalités et dans les cas énumérés à l'article 41 du CCAG/FCS.

Alinéa 10.4- Résiliation pour événements liés au marché

La responsabilité du Titulaire comme celle du pouvoir adjudicateur ne pourra être recherchée en cas de force majeure.

Par dérogation à l'article 40.1 du CCAG/FCS, les cas de force majeure suspendront les obligations du présent marché dans un premier temps. Si les cas de force majeure ont une durée d'existence supérieure à trois mois, le présent marché pourra être résilié.

Sont considérés comme cas de force majeure, outre ceux habituellement retenus par la jurisprudence des Cours et Tribunaux français : les grèves totales ou partielles, internes ou externes à l'entreprise, intempéries, épidémies, blocages des moyens de transport ou d'approvisionnement, pour quelque raison que ce soit, tremblement de terre, incendie, tempête, inondation, dégâts des eaux, restrictions gouvernementales ou légales, modifications légales ou réglementaires des formes de commercialisation,

virus, blocage des télécommunications y compris les réseaux commutés, tout incident survenant sur les réseaux d'un opérateur tiers, et tous autres cas indépendants de la volonté expresse du Titulaire empêchant l'exécution normale des présentes dispositions

Alinéa 10.5- Exécution aux frais et risques du titulaire

En cas de défaillance du titulaire, il sera pourvu par le responsable à l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par le fait de celui-ci, soit en cas de résiliation aux torts du titulaire. L'exécution aux frais et risques du titulaire est faite dans les conditions prévues à l'article 45 du CCAG/FCS.

ARTICLE 11 - MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHÉ

Alinéa 11.1 – Avance

Sans objet

Alinéa 11.2 - Retenue de garantie

Sans objet

Alinéa 11.3 - Modalités de paiement

11.3.1 - Etablissement des factures

Conformément à la réglementation, le Titulaire fait parvenir les factures afférentes au présent marché obligatoirement par voie électronique selon les modalités décrites ci-dessous :

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Pour ce faire, les demandes de paiement dématérialisées devront comporter, outre les mentions légales, les informations suivantes :

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 264 500 042 00017
- Code service : ECO_structure
- Numéro d'engagement juridique : numéro du bon de commande qui sera adressé au Titulaire.

11.3.2 - Délai de paiement

Le paiement est effectué par mandat administratif, après service fait, sur présentation de la facture dans un délai maximum de 50 jours à compter de la date de réception de celle-ci.

Afin d'éviter des retards de mandatement, le Titulaire du marché s'engage à notifier au Pouvoir adjudicateur tout changement survenant au cours de l'exécution du marché affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter,
- la forme de l'entreprise,
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination,

- son adresse postale ou celle de son siège social,
- la cession d'une ou de différentes activités,
- l'acquisition d'une nouvelle activité,
- son adresse bancaire, ...

Le paiement des factures sera suspendu tant que l'EPSM ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la signature d'une modification du marché éventuel.

11.3.3 - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai précité donne droit au versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires commencent à courir, majoré de huit points conformément à l'article R. 2192-31 du Code De La Commande Publique.

Alinéa 11.4 - Nantissement

Le marché peut être mis en nantissement dans les conditions prévues aux articles R 2191-45 et suivants du Code De La Commande Publique.

Si le Titulaire du marché souhaite céder ou nantir sa créance, il devra en faire la demande au Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans. Cette demande devra être accompagnée de l'exemplaire unique de l'acte d'engagement qui lui a été délivrée. L'acte d'engagement complété sera retourné au Titulaire du marché par lettre recommandée.

ARTICLE 12 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 13 - DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de différend entre elles au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du marché, les parties s'efforceront de trouver une solution amiable à leur différend.

Si aucune solution n'est trouvée et entérinée par un accord écrit et signé par les représentants des deux parties ou si une réunion de discussion n'a pu être organisée, la procédure amiable sera considérée comme terminée et le différend sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif d'Orléans.

Pour tout renseignement concernant l'introduction d'un recours, il appartiendra au Titulaire du marché de contacter le greffe du Tribunal Administratif d'Orléans :

28, rue de la Bretonnerie 45057 ORLEANS Cedex
Téléphone : 02.38.77.59.00

Télécopie : 02.38.53.85.16
Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr

ARTICLE 14 – DEROGATION AU CCAG/FCS

Il est dérogé au CCAG/FCS pour les articles suivants :

CCP	CCAG/FCS
Article 3.1	Article 4.1
Article 9	Article 14
Article 9	Article 16.2.3
Article 10.4	Article 40.1